



9° CONGRÈS AMIENS. 1974 Contribution au débat



Tribune Socialiste n° 636 du 29 novembre 1974. Page 12

Paul TREMINTIN - J. Louis GRIVEAU - Claude LE PAPE (section de Brest)

contribution au débat pour IX° Congrès

Notre prochain Congrès National, pour répondre aux nécessités du moment comme à celles qui se poseront à plus long terme, doit aller jusqu'au fond des problèmes, et ne pas se contenter de formules toutes faites. Or l'une d'elles mérite que l'on s'y arrête, celle d'« unité populaire », qui risque de faire l'unanimité (ou presque) dans le parti sans avoir été suffisamment définie.

Nous opposons en effet à l'« union populaire », reposant sur les partis du programme commun, cette notion plus large d'« unité populaire », qui dépasserait la première en l'étendant en particulier aux forces se réclamant de l'autogestion.

En théorie, le projet est clair et séduisant. Mais encore faut-il que dans la pratique il soit applicable ; sinon toute notre stratégie reposera sur le vide. Ou plus exactement, nous devons voir clairement les difficultés auxquelles se heurtera ce projet, de façon à éviter l'échec, qui pourra se présenter de deux façons

— ou bien nous serons trop engagés par rapport aux organisations du programme commun, et nous serons amenés à nous y rallier dans les faits, en perdant notre autonomie (et ce serait finalement rejoindre les propositions du courant Rocard-Chapuis) ;

— ou bien nous serons rejetés en dehors du mouvement populaire, et, même en ayant raison en théorie, nous ne pourrions plus l'influencer.

Pour éviter ce dernier danger, il nous faut chercher à participer aux luttes communes à côté des

organisations réformistes, chaque fois que cela sera possible, sans que nous renoncions aux principes, pour nous essentiels, du contrôle ouvrier et du contrôle populaire, amorces de la future autogestion socialiste. Cela ne sera évidemment pas facile, il ne faut pas le cacher : car à part quelques cas isolés où le PSU est en position de force relative, nous nous trouverons habituellement en face de partenaires peu enclins aux concessions, sinon désireux de nous éliminer purement et simplement des luttes de masse, ou même de toute manifestation publique (voir, par exemple, l'exclusion du PSU des Assises). A ce point de vue, la confusion dans laquelle se trouve actuellement la CFDT (en grande partie à cause de l'opération des Assises) risque de nous isoler encore plus en face de ces manœuvres.

Nous risquons alors de retomber dans le premier danger, celui de l'intégration dans le camp réformiste, auquel nous venons d'échapper au Conseil National d'Orléans.

Et sur ce point, il apparaît essentiel, comme le dit le texte intitulé « Ouvrir le PSU pour le dépasser » (TS n° 634), de poser le double problème de la stratégie électorale (unité ou autonomie) et du gouvernement (participation ou non).

Mais pour nous la réponse serait tout à fait différente de celle des signataires de ce texte :

— sur le plan stratégique, nous pensons que le PSU ne peut en aucun cas s'engager sur la même voie que les organisations dont nous savons (voir le programme commun) que les orientations sont réformistes et ne répondent pas aux nécessités de la situation, à court comme à long terme ;

— sur le plan tactique, la seule concession possible, nécessitée par les conditions actuelles (faiblesse des organisations révolutionnaires en face des réformistes, illusions persistantes des travailleurs sur les possibilités de la voie parlementaire), serait un appui électoral éventuel (mais critique) à l'union de la gauche, la participation à un gouvernement de gauche étant exclue, sauf circonstances tout à fait exceptionnelles. Car aller plus loin serait mettre en cause l'autonomie du PSU et du mouvement autogestionnaire : il serait



utopique de supposer que les partis de l'union de la gauche accepteraient notre participation à un gouvernement sans engagement de notre part de respecter la ligne politique du programme commun.

Sur ce point l'expérience chilienne doit nous servir : s'il est vrai que le comportement du MIR à l'égard de l'Union Populaire (soutien sans participation d'une part, et d'autre part appui à des formes de contrôle populaire dans les entreprises et les quartiers) n'a pas suffi à empêcher l'échec de l'expérience, le travail dans l'Union Populaire d'autres organisations ne semble pas avoir donné de meilleurs résultats, au contraire : certaines d'entre elles (MAPU, Gauche Chrétienne) ont été amenées, devant l'impossibilité de modifier la politique gouvernementale, à s'aligner sur le MIR (malheureusement trop tard).

De plus il ne faut pas exclure la possibilité d'évolution du PS (ou même du PC) vers des solutions encore moins acceptables, que ce soit « l'union du

peuple de France », ou la formation d'un gouvernement de gauche (à la suite d'élections ou non), Giscard restant président. Dans ce cas il nous serait encore plus indispensable de garder notre autonomie.

Cette voie de l'unité populaire est étroite et difficile ; car elle demande une vigilance continue pour éviter le glissement, soit vers une certaine acceptation du réformisme, soit dans la marginalisation, et une lutte constante pour maintenir notre ligne politique face aux appareils des autres organisations et devant les travailleurs ; mais elle nous apparaît comme la seule possible si nous voulons, dans la logique du Manifeste de Toulouse, continuer à lutter pour le contrôle ouvrier et populaire, et à plus longue échéance pour l'autogestion socialiste.

Paul TREMINTIN - J. Louis GRIVEAU - Claude LE PAPE (section de Brest) ■